

Collin, Jean-Pierre (1986) *La cité coopérative canadienne-française. Saint-Léonard-De-Port-Maurice, 1955-1963*. Québec, INRS-Urbanisation/Presses de l'Université du Québec, 184 p.

Jean-Claude Robert

Volume 31, numéro 84, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021914ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021914ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Robert, J.-C. (1987). Compte rendu de [Collin, Jean-Pierre (1986) *La cité coopérative canadienne-française. Saint-Léonard-De-Port-Maurice, 1955-1963*. Québec, INRS-Urbanisation/Presses de l'Université du Québec, 184 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 31(84), 502–503. <https://doi.org/10.7202/021914ar>

COLLIN, Jean-Pierre (1986) *La cité coopérative canadienne-française. Saint-Léonard-de-Port-Maurice, 1955-1963*. Québec, INRS-Urbanisation/Presses de l'Université du Québec, 184p.

On connaît mal l'urbanisation et la suburbanisation des quarante dernières années ; peut-être à cause de son caractère envahissant et massif, le processus lui-même en devient comme banalisé et certains développements s'estompent dans la mémoire collective. Le livre de Jean-Pierre Collin retrace une séquence importante du développement de l'agglomération montréalaise. Son titre peut faire oublier qu'il s'agit bien davantage qu'une monographie étroitement centrée sur l'expérience coopérative de Saint-Léonard-de-Port-Maurice. Collin cherche en fait à retracer les antécédents et met en scène les débuts du mouvement coopératif en matière d'habitation, au début des années quarante. Il précise bien que cette importance n'est pas quantitative puisque, entre 1941 et 1968, à peine 1,6% des constructions neuves au Québec sont le fait du mouvement. Cependant, localement, l'impact d'une coopérative se fait davantage sentir et, surtout, c'est à un autre niveau que se situe son importance. Il évoque, en particulier, toutes les dimensions idéologiques de la formation de la vision d'une « cité coopérative canadienne-française », influencée par le corporatisme et située au confluent de l'action des mouvements d'action catholique, du mouvement coopératif québécois et des syndicats catholiques ; oscillant entre l'idéal social de la coopération et celui du nationalisme québécois.

L'ouvrage est organisé en six chapitres. Les deux premiers présentent le contexte montréalais des années cinquante et celui de l'habitation coopérative. Les quatre derniers sont consacrés à l'analyse de la coopérative d'habitation de Montréal, de sa fondation en 1955 à sa mise en liquidation volontaire en 1963. L'expérience de Saint-Léonard, avec ses 655 unités d'habitation réalisées, constitue le plus important projet du genre au Québec. Elle a ceci d'intéressant qu'à l'origine, les coopérateurs désirent s'établir à l'intérieur du périmètre de la ville de Montréal, mais que, devant le refus des autorités de consacrer les terrains du domaine Saint-Sulpice à la construction d'habitations à bon marché, ils se tournent vers la banlieue et achètent une terre agricole. C'est l'époque où se mettent en place les différents intervenants municipaux sur l'île de Montréal et où se marque une tension entre la ville centrale et les municipalités de banlieue, chacune voulant tirer un maximum de profit de l'expansion, la première voulant conserver son hégémonie sur le développement métropolitain.

Les mouvements d'action catholique, et singulièrement la Ligue ouvrière catholique, jouent un grand rôle dans la formulation du projet de cité coopérative. Sur un arrière-plan de crainte du communisme et des idées subversives en général, on met de l'avant la promotion de l'idéal familial qui doit d'abord s'appuyer sur un logis adéquat. Ses fonctions sont de permettre à la famille de se retirer loin des influences néfastes du centre-ville ou des quartiers industriels, d'assurer pour les parents et chacun de ses membres un minimum d'intimité, tout en prévoyant des lieux où la vie commune peut se dérouler. Ce logis, on le définit très rapidement comme la maison unifamiliale, la vie en appartement étant conçue comme une mesure transitoire destinée aux jeunes mariés sans enfant et aux couples plus âgés ayant fini d'élever leur progéniture. Au-delà de la famille, on cherche aussi à créer et à renforcer des liens communautaires à travers un certain nombre de services et d'activités.

La réalité ne sera pas tout à fait conforme à l'idéal, surtout en ce qui concerne les aspects communautaires. Mais comme le souligne l'auteur, la coopérative permet, de fait, à des salariés d'accéder à la propriété, de quitter leurs logements montréalais et de mieux loger leur famille. L'implantation des nouveaux propriétaires se fait dans un curieux climat, la municipalité tardant à donner tous les services et refusant même au début d'émettre les permis de construction. Graduellement, la mise en place s'effectue ; il subsiste cependant le problème du transport, qui affecte surtout les femmes au foyer et les enfants. Devant cet état de fait, les coopérateurs décident d'intervenir, non pas à travers leur institution mais directement, en s'impliquant dans la vie politique municipale. D'après Collin, ceci montre une des limites de la formule et restreint le développement de la vision de la cité coopérative. Finalement, l'organisme ne survit pas à la diversification de ses projets et au changement de la conjoncture globale du début des années soixante.

Il est difficile de rendre pleinement justice à un livre très riche, qui lance des pistes de recherche intéressantes et qui stimule la réflexion sur les conditions de l'urbanisation du Québec

contemporain. En particulier, il soulève toute la question des différentes forces à l'œuvre dans le processus d'urbanisation et de suburbanisation de l'après-guerre. Une autre piste de réflexion est la nature et le rôle des organismes traditionnellement associés à l'Église catholique. On peut les voir soit comme une émanation de l'Église, donc étroitement inscrits dans son giron et suivant ses directives, soit comme des organismes d'encadrement où s'effectue une médiation entre l'influence de l'Église et les aspirations des laïcs, ces derniers n'étant pas uniquement des acteurs passifs.

Jean-Claude ROBERT
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

GAGNON, Jean-Pierre (1986) *Le 22^e Bataillon*. Québec, Presses de l'Université Laval, 460 p.

« Un bataillon est aussi un groupe humain dans lequel on retrouve des hommes et des citoyens d'origines et de caractères divers et qui constitue un microcosme de la société dont sont issus ses membres » (p. 387).

Cette phrase décrit fort bien la perspective dans laquelle l'auteur campe son étude. Il abonde ainsi dans la même voie que Corvisier en France ou encore Harries-Jenkins en Angleterre en délaissant l'histoire militaire traditionnelle pour privilégier l'approche socio-militaire.

Abordée en 4 thématiques et répartie sur 10 chapitres, cette analyse nous conduit dans un premier temps à passer en revue la formation du bataillon et les principaux théâtres de ses opérations. Et puisque la Grande Guerre consume les forces en présence, aussi est-il de mise de s'arrêter dans un deuxième temps aux renforts appelés à combler les rangs. Les conditions « inhumaines » dans lesquelles ces soldats (nos grands-parents) ont combattu font l'objet d'une troisième partie. La dernière partie vient en quelque sorte renforcer l'avant-dernière puisque l'auteur y trace le profil socio-professionnel des combattants du « 22^e Bataillon (canadien-français) ».

On y apprend ainsi que de jeunes célibataires de 24 ans ou moins, résidant en milieu urbain et surtout à Montréal, sans travail ou occupant un emploi non spécialisé s'engagent volontairement avant le mois de mai 1916. Sans expérience militaire, ce soldat catholique de langue française est commandé par un officier de même langue et religion, lui aussi résident urbain, à peine plus âgé (27 ans en moyenne) et recruté parmi les fonctionnaires ou les professions libérales. Néanmoins les ordres se donneront en anglais ! Autant l'officier que le soldat a peu de possibilités d'avancement.

Dans ce contexte, point question de traiter de stratégies ou de tactiques guerrières, mais plutôt... de manigances politiques à la manière de Sam Hughes, alors ministre de la Milice et de la Défense. L'auteur explique l'indifférence des Québécois de l'époque à joindre les rangs par la confusion et l'improvisation qui ont caractérisé le système de recrutement, « preuve manifeste que le Québec n'était pas prêt à la guerre du point de vue militaire » (p. 380-381). L'auteur semble délaisser comme autre facteur des indications qu'il aura relevées antérieurement à savoir que le recrutement va bon train jusqu'en mai 1916 et qu'à compter de cette date la production industrielle de guerre offre emplois et meilleurs salaires à la clientèle-cible des recruteurs. Dès lors n'est-il pas surprenant de constater un ralentissement du recrutement non seulement chez le 22^e Bataillon mais aussi dans l'ensemble du Corps expéditionnaire canadien (p. 141 et p. 212-213).

Cette réponse des francophones à l'égard d'un événement qui leur est étranger aiguise d'ailleurs la sensibilité nationaliste de l'auteur ; à plusieurs occasions, il se triture les sens pour éviter de tomber dans le piège du débat nationaliste, sachant fort bien que seule une analyse similaire pour l'ensemble du corps expéditionnaire permettra d'apprécier cette problématique. Compte tenu des quelque 6 000 dossiers que représentent les seuls membres du 22^e Bataillon, cette tâche s'annonce colossale.